

L'AUBE

LA GREVE A
LA SNECMA



LE POF FUT IL UN
PARTI MARXISTE

PRIX/ 5 Frs

LA DEMOCRATIE SENEGALAISE
EN CRISE.

s SEPTEMBRE/OCTOBRE

1988



DICTATURE DU PROLETARIAT POUR
L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE



LA GREVE A LA SNECMA

(mars - avril - mai 1988)

LA GREVE DE LA SNECMA 1988.

Récemment encore, la bourgeoisie et les média à ses ordres se félicitaient (avec une certaine inquiétude) du climat de paix sociale de la France. Jamais comme en 1987, on avait enregistré un si faible taux de grévistes.(1)

C'est assurément une partie de la réalité actuelle de la situation sociale française. L'autre c'est que notre brave bourgeoisie s'intéresse de plus en plus à son "droit de grève", justement parce qu'elle redoute une réaction brusque et rapide de la classe ouvrière. D'ailleurs, le premier semestre 88 a été marqué par une vague de grèves particulièrement longues et dures, d'abord, CHAUSSON avec 4 semaines de grèves, la snecma avec ses 10 semaines, les chantiers de l'atlantique, Michelin, le secteur minier (houillères de Provence 4 mois et demi de grève, les mines de potasse d'Alsace, les houillères du bassin de lorraine, du bassin du centre-midi et du nord pas de calais. Ses grèves par leurs violences et les affrontements avec les CRS sont venues troubler sérieusement la quiétude des mois précédents.

Ces grèves dont l'essence était économique, se fixaient comme objectif le rattrapage des pertes cumulées du Pouvoir d'achat soit (1500 Frs) pour tous. Cette revendication eut l'effet d'un coup de tonnerre, parce qu'elle venait d'un coup s'interposer comme un véritable défi à la méritocratie(2) . Le taux de paupérisation de la classe ouvrière éclatait au grand jour malgré les efforts des syndicats pour contenir les revendications dans les limites acceptables par les entreprises.

1) En 1987 avec ses 885 000 journées de grève, le mouvement gréviste de France est le plus faible depuis 40 ans . Entre 1977 et 79 il totalisait une moyenne de 3,6 millions de jours de grève. C'est seulement en ce premier semestre 88 avec les longues grèves de Chausson, la Snecma, les Houillère... que la tendance s'inverse.

2) C'est volontairement, que nous avons ajouté " vivant en société " afin de nous démarquer de ceux qui entendent " l'espèce humaine " ou la "Communauté humaine " dans le sens d'une naturalisation de l'histoire. Le cours catastrophique du Kapital dépasserait les contradictions de classes, puisque l'espèce humaine dans son ensemble est menacée.

La grève de la SNECMA, celle de CHAUSSON et bien d'autres encore se terminent souvent par des échecs au sens réformiste du terme. En effet la force de résistance de la bourgeoisie est si puissante qu'elle vient ruiner tous les espoirs de réforme positive du Kapital. Les syndicats se plaignent de ne plus avoir de " grain à moudre " et essayent de convaincre la bourgeoisie qu'une marginalisation excessive du syndicat est dangereuse. En effet l'accumulation des échecs, la perte complète de toute espoir de voir sa situation s'améliorer conduira inévitablement la grande majorité des prolétaires, à des méthodes de luttes dont l'essence ne sera plus l'obtention de réformes. Les grèves du premier semestre 88 vont dans ce sens, les "défaites" revendicatives peuvent avoir deux effets sur la classe ouvrière. Le premier consiste à dire " que le pot de fer est plus fort que le pot de terre " et de nouveau les réformateurs du Kapital s'interposent entre l'échec du mouvement social et les patrons pour négocier les pertes. La seconde consiste à vouloir élever sa détermination, non plus pour des succès partiels et éphémères, mais pour une transformation révolutionnaire de la société et non plus par le patriotisme d'entreprise et le chauvinisme national si souvent au coeur des conflits et dont l'échec n'est plus à démontrer.

se heurte

La plus grande victoire des ouvriers, des prolétaires de la SNECMA consiste justement d'avoir été capable de dépasser le niveau idiot de la communauté d'entreprise, d'avoir propulsé leur mouvement dans les autres entreprises, d'avoir à chaque moment décisif de la lutte déjoué tous les mécanismes bourgeois actuels de coulage des grèves. Au cours de leur combat ils ont du s'affronter aux diverses instances bureaucratiques de l'Etat (les tribunaux, les syndicats CGT et CFDT, la CSL, les cadres les flics...). Pendant 10 semaines ce fut une lutte sans aucun répit, une lutte active tranchante qui déchirait le voile des douces "grèves syndicales".

La grève de la SNECMA qui se maintiendra pendant toute la période des élections présidentielles, n'attend déjà plus rien de la farce électorale, même si quelques grévistes ce sont rendus aux urnes. En effet c'est en ces moments que la phrase de marx sur le communisme comme mouvement réel prend toute sa dimension quand il dit: le communisme n'est pas "Ce que veut ou pense tel ou tel prolétaire, ni même ce que le prolétariat dans son ensemble se présente à un moment donné comme but, mais ce qu'il sera, conformément à son être, historiquement contraint de faire "

Dans la réalité de la grève (voir la chronologie) le prolétaire même syndiqué devra lutter contre les syndicats, il devra malgré toutes ses illusions sur " la justice " et les "tribunaux" s'affronter aux droits et en démystifier la fonction, il devra conformément à son être faire le bilan de son échec " économique", le bilan même sensitif de son action au sein de la communauté gréviste. La défaite est ici la mère des victoires, celle qui nous enseigne dans notre peau et pas seulement théoriquement la nécessité historique de détruire l'ordre capitaliste.

Actuellement (fin septembre 88) nous pouvons dresser le tableau suivant: Après les différentes émeutes dans les prisons de la démocratie, après et malgré tous les tours de passe passe pour gommer le nombre réel de sans emploi (3,500 000) Ce chiffre venant expliquer l'autre , le surpeuplement des prisons de France. Le premier semestre 88 fut celui d'une nouvelle poussée gréviste, poussée qui devrait trouver son prolongement des que les plans d'anéantissement du secteur tertiaire entreront en action. En effet, les employés DES ASSURANCES et DES BANQUES sont actuellement dans le collimateur (privatisation, filialisation, décentralisation, introduction de technologies nouvelles, regroupement national et international de sociétés...) Tout cela va se résumer par une perte colossale

d'emploi se situant entre 50% et 70% a terme selon les entreprises. Dans les PTT télécom, le plan AUNIS se propose de liquider 40 000 emplois, la Banque 100 000 l'Assurance 50 000 et peut être plus. Dans l'industrie de l'automobile, les gérants capitalistes se font concurrence pour savoir qui licenciera le plus d'ouvriers pour rester parmi les vainqueurs. A la SNCF il y a actuellement 240 000 cheminots ils ne seront plus que 120 000 en 5 ou 10 ans. Dans cette grande tourmente qui n'épargnera personne, les prolétaires deviennent obsolètes avant l'heure, ils sont jetés dans la rue comme capital variable inutilisable. Ceux qui restent en poste doivent se transformer en homme orchestre (mobiles, flexibles, productifs, performants...), le vieux matériel dans certaines industries est utilisé au risque des vies humaines ex: les 4 accidents de la SNC à Paris et Toulouse le ministre des transports à peine en poste est tombé dans l'affaire mais cela ne change rien. Demain les Catastrophes écologiques, technologiques, biologiques, et " gique " encore accompagneront ce régime de mort comme son ombre. Il deviendra chaque jour plus criant, que la seule sortie du tunnel c'est la " REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE."

CHRONOLOGIE DE LA GREVE DE LA
SNECMA du 16 mars au 25 mai.

La grève de la SNECMA a débuté à Gennevilliers directement après la grève de l'usine CHAUSSON, elle s'étendra rapidement aux autres centres (villaroche et Corbeil).

Au début du mois de mars 88, Des débrayages tournants ont lieu dans l'usine à l'appel des syndicats. En effet il existe un mécontentement certain d'un grand nombre de salariés, qui trouvent leur salaire trop faible (5200 Frs pour les plus bas). Des assemblées se réunissent 150 à 400 ouvriers, et c'est sous la pression des " bas salaires " que la revendication des 1500 Frs par mois va s'imposer à la place des 8% de la CGT.

Au tout début de ce qui va devenir la grande grève , la combativité et l'unité des travailleurs est hésitante. Les débrayages tournants sont des échecs . 150 grévistes le matin et 80 le soir. Ceux qui veulent la grève totale sont plus nombreux et c'est en fait la Direction qui va mettre le feu aux poudres dans l' atelier des Fonderies. Alors que les ouvriers réclament une hausse des salaires , la direction prend la malheureuse initiative de supprimer une prime pour chaleur de 40 Frs. Il n'en fallait pas plus pour que la colère monte et que la grève s'étende.

SEMAINE DU 16 AU 20 MARS 1988.

Une grande partie de l'usine est en ébullition, les 100 grévistes de l'atelier des fonderies circulent dans toute l'usine pour faire débrayer leurs collègues de travail. En fin de journée, l'usine est paralysée.

SEMAINE DU 21 AU 27 MARS .

La grève qui est parti en dehors des syndicats va s'étendre. 350 grévistes vont se rendre en cars au centre de villaroche, qui a été occupée durant le week end par une centaine d'ouvriers. Les grévistes de Gennevilliers envahissent les bureaux, les ateliers... Des assemblées communes villaroche- Gennevilliers votent la grève et demandent 1500 Frs pour tous.

Encouragés par ce résultat, cette solidarité, les grévistes décident de se rendre à Corbeil et malgré l'opposition de la CGT, 8 cars de grévistes se rendent à Corbeil et étendent le conflit au 3ème centre. Le 22 mars 80 grévistes se rendent à Hispano-Suisa (filiale du groupe).

Le 28 mars, les grévistes des trois usines se rassemblent à Gennevilliers et décident de nouveau d'intervenir sur Hispano à Bois Colombes (1800 salariés) Une Assemblée des 4 usines va se tenir contre, encore une fois l'avis de la CGT. La CGT est le syndicat majoritaire à hispano " Elle dénonce cette action comme une entreprise de "provocateurs" , " de groupuscules" ...

Ce jour là, la direction a fait cadenasser les portes de l'usine, la CGT laisse faire, mais les grévistes ne se laissent pas intimider, ils escaladent les grilles , forcent les portes et font le toir de l'usine (150 ouvriers vont débrayer ce jour)

Le 31 mars, , une manifestation de 2000 à 3000 personnes se déroule dans la Capitale. Cette manifestation est le produit d'un compromis entre la coordination inter snecma et la CGT. La coordination proposait une manifestation à Orly et dans les usines d'air France et la CGT celle de Paris.

SEMAINE DU 4 AVRIL AU 10 AVRIL.

Malgré l'opposition de la CGT, 1500 grévistes se rendent à l'usine de la Division Matériel d'air France à Orly (5000 salariés). Ils sont reçu par une délégation de 100 travailleurs. La Direction a fait fermer les grilles, mais une petite porte est restée ouverte et c'est encore une fois la CGT qui va s'opposer à la rentrée des grévistes de la SNECMA.

Les grévistes contournent l'obstacle, ils font le tour de l'usine et parviennent à discuter avec le personnel, 1000 ouvriers se mettront en grève et manifesteront avec les SNECMA dans l'aéroport d' ORLY.

Le 7 avril, 3000 grévistes manifestent à Paris à l' appel de la CGT et de la coordination afin de faire pression sur les négociations entre la direction et les syndicats. Le lendemain, les trois centres rejettent par un vote les propositions de la direction, la grève est reconduite.

SEMAINE DU 11 AVRIL AU 17 AVRIL.

Au lieu de s'essouffler, la grève devient plus active. La coordination tente d'étendre la grève dans les autres usines de l'aéronautique: Dassault, l'aéro spatiale... Les grévistes vont à Dassault St Cloud, les syndicats sont contre. Bien entendu quand les grévistes arrive sur place, les grilles sont fermées, mais ce n'est déjà plus un problèmes pour les SNECMA, ils forcent les portes et se répandent dans l'usine pour discuter avec les ouvriers. Dassault vient de licencier 2500 personnes et le climat n'est pas favorable à la grève.

C'est surtout a partir de cette semaine, que l'appareil judiciaire prend le relais de l'appareil syndical pour étouffer la grève. La Direction assigne devant le tribunal 28 délégués de Gennevilliers (11 CFDT et 17 CGT). Ceci permet à la CGT d'orienter toute l'action sur la défense " des otages " et donc d'éviter ou d'affaiblir les actions de solidarité vers les autres secteurs. D'autre part, la direction commence à mettre son dispositif d'intimidation en place. Elle fait parvenir a tous les salariés une lettre pour la reprise du travail, avec une carotte de 1400 Frs. C'est un échec la grève continue.

Le 13 avril la fédé CGT de la métallurgie organise une manifestation dans Paris 3000 manifestants.

Le 14, c'est " l'ouverture " le tribunal de Nanterre refuse d'ordonner l'évacuation de l'usine. Même si en apparence c'est une défaite pour la direction ce qui provoque une atmosphère de fête chez les grévistes, nous savons par l' expérience que ceci est une manoeuvre de l'appareil judiciaire qui tend ainsi a vouloir se présenter comme médiateur (et donc au dessus des classes en conflit) Cette " légalisation " de l'occupation provoquera la grève pour la première fois du personnel administratif de Villaroché et Corbeil.

SEMAINE DU 18 AVRIL AU 24 AVRIL.

La grève continue, dans les AG nous discutons des propositions d'actions pour les jours a venir:

Visite de l'usine Citroen d'Aulnay fiet de la CSL
la Manifestation du 19 à Paris

Les deux propositions sont adoptées y compris dans les filiales de la sochata et d'hispano.

Le 19, nous sommes environ 3000 dans la rue, nous nous dirigeons de la place de la République au Bd Victor. Nous apprenons que la direction vient de décider d'annuler la négociation. Ce jour la nous ne sommes pas seul en lutte, des grèves éclatent a air France, a air inter (le boulet de Rocard) Le personnel au sol est contaminé par les 1500 Frs pour tous et nous pouvons penser que la visite des Snecma il y a deux semaines y est pour quelque chose.

Un rassemblement sur les pistes d'Orly s'organise, 250 grévistes de la SNECMA rencontrent 700 travailleurs d'air France. Ils vont rejoindre 300 grévistes d' Air Inter. Cette rencontre inter- grévistes est un phénomène nouveau dont il faudra reparler. Les 1000 grévistes vont manifester dans l'aérogare avant de rejoindre la manifestation de Paris.

Le 20 avril, nous devons nous rendre à l'usine Citroen d' Aulnay, malgré le tir de barrage de la CGT. La direction de citroen, comme il fallait s'y attendre nous attend avec ses "musclés" , plusieurs centaines de cadres de toute la région parisienne. La CGT de Citroen n'a pas appelé les ouvriers de Citroen à la grève. Quand nous arrivons à citroen, le rapport de force n'est pas en notre faveur 600 cadres contre 200 grévistes, impossible d'entrer, malgré tout nous parvenons à discuter avec une centaine de travailleurs venus nous soutenir.

Le lendemain, nous sommes 250 de la Snecma à poursuivre nos "visites" d'usine Air équipement bronzavia...Le soir, il va nous arriver ce que nos camarades de Renault Cergy ont vécu. Le tribunal refuse l'évacuation, alors la direction fait appel à ses nervis.

Un commando de cadres "perforants" tente de faire pénétrer un camion chargé de matériel dans l'entreprise, une chance, nous sommes assez nombreux à occuper les lieux ce soir là. Une bagarre éclate et un de nos camarades est blessé, il sera conduit à l'hôpital.

Le lendemain, la nouvelle c'est répandue comme une trainée de poudre, et l'AG est plus importante qu'à l'habitude 900 à 1000 personnes, nous décidons d'interdire l'entrée de l'usine aux cadres qui ont cogné sur les grévistes.

Les différentes AG qui vont se tenir, confirmeront l'unité de base qui s'est créée autour de la revendication des 1500 Frs uniforme. C'est un avertissement pour les syndicats, qui depuis le début de la grève cherche à faire déraiper le mouvement sur d'autres revendications.

SEMAINE DU 25 AVRIL AU 1^{er} MAI.

Nous entrons dans notre 7^{ème} semaine de grève, en AG nous décidons des diverses actions à mener dans la semaine.

La tactique répressive mise en place vise à polariser la grève sur la défense des grévistes assignés devant le tribunal. Il s'agit en fait de faire une monnaie d'échange du type: abandon des piquets de grève contre arrêt des procédures. Cependant le mouvement gréviste est encore suffisamment puissant pour pouvoir mener la lutte sur deux fronts (contre la répression sélective et pour la solidarité.)

De nouveau la coordination décide de faire une "descente" sur l'usine Citroën d'Aulnay. La CGT parle de provocation, quant à la CFDT elle commence à montrer les limites de son soutien aux Snecma. Elle condamne avec son répondeur téléphonique le 42.03.89.37 l'action sur Citroën.

L'action sur Citroën est un succès. Pour la première fois 300 grévistes parviennent à pénétrer dans l'usine. Ils vont trouver en face d'eux le "comité d'accueil" une centaine de cadres, la CSL et 70 flics.

Après avoir fait le tour de l'usine pendant environ 1 heure, les grévistes seront repoussés à l'extérieur de l'usine par les flics.

La semaine se terminera par la polarisation sur les jugements de Versailles et Melun. Une nouvelle fois la direction est déboutée. La CGT organisera une manif de 1000 personnes dans Gennevilliers avec la participation de 200 travailleurs d'hispano.

En cette fin de semaine la production est toujours paralysée à Gennevilliers.

SEMAINE DU 1^{er} au 8 MAI

Nous sommes au seuil critique de la grève et nous devons nous attendre à une offensive décisive de la part de la direction et de l'Etat. En effet le consortium franco-américain CFM International menace de faire appel à des sous-traitants si la grève dépasse la mi-mai.

On ne rigole donc plus et le gentil tribunal exige le libre accès des locaux de Gennevilliers, la Direction lance son opération "Carotte" 3,8% pour 88 qui doivent se décomposer en 2,1% de hausse générale et 1,7% individualisé, une prime uniforme de 1400 Frs un salaire mini à 6655 F plus l'intéressement.

SEMAINE DU 9 MAI AU 15 MAI.

La manifestation du Mardi 10 Mai, elle va regrouper 1000 à 1200 personnes et se rendra du métro bourse à l'Elysée (nous sommes au lendemain des élections Présidentielles .) La manifestation regroupe des ouvriers d'autres entreprises sous la forme de délégation (Cheminots, Alstom, Citroen, Chausson....) la présence de militants de LO n'est pas négligeable, il y a des anciens ML et aussi quelques LCR. La manifestation passera devant le siège du Crédit lyonnais à l'heure du déjeuner (c'est au siège du CL que travaille Arlette laguiller) comme nous passons dans le quartier des assurances des militants de LO de l' UAP, des AGF, du Groupe VIA viennent grossir les rangs de la manif. La coordination diffuse un tract " les grévistes de la snecma s'adressent à vous ".

La manifestation se terminera devant l'Elysée, bien encadrée par les CRS. La CGT quant a elle procédera à ses éternelles actions bidon en blocan le périphérique (500 grévistes).

SEMAINE DU 16 MAI AU 22 MAI.

Retour du pont de l'ascension: la grève est reconduite par:

200 à Gennevilliers
400 à Corbeil
500 à Villaroche

Une manif est programmée pour le 17 devant le tribunal de Nanterre. Deux délégués CGT de Genevilliers sont en procédure de licenciement pour avoir occupé les locaux de gardiennage et empêché le chef du personnel de pénétrer dans les lieux. A villaroche, les pressions pour faire sortir les moteurs sont de plus en plus forte et le 19 les piquets de grève devaient être renforcés pour empêcher les camions de sortir.

Le 20 mai, le tribunal donne un ultimatum aux grévistes, on parle même d'une intervention de la police. La Direction fait parvenir 7 lettres de licenciements a des membres du Comité de grève.

Le 24 c'est la reprise du travail à Gennevilliers et Corbeil et la levée des piquets de grève à villaroche

CONFLITS COLLECTIFS

- **SNECMA** : le conflit a pris fin mardi après 69 jours de grève, indique la direction.
- Selon le comité de grève, le «noyau dur» des grévistes de Villaroche a décidé, au cours d'une assemblée générale, de mettre fin à la grève de 24 heures reconductible mais de «poursuivre des débrayages d'une heure ou deux».
- Les piquets de grève ont été levés mardi en fin de matinée après l'annulation par la direction des licenciements et sanctions qui pesaient sur 7 salariés.
- La CGT affirme cependant que le conflit «n'est pas terminé». Selon elle, plus d'une centaine de salariés sont toujours en grève». Elle ajoute que «la grève va revêtir d'autres formes d'action dans les prochains jours».

Si depuis 81 date de la gestion du Kapital par la "gauche PCF/PS" puis ensuite par la cohabitation " PS /Droite " la paix sociale fut un immense succès et un exemple pour l'Europe. Il n'en fut pas de même pour l'univers carcéral. Les prisons françaises sont pleines à craquer et elles craquent.

En Mai 85, près de 80 maisons d'arrêt étaient aux prises avec des mutineries sans précédent. En 87 c'est de nouveau l'explosion: Fleury-Mérogis, les Beaumettes durant l'été 87. Puis en novembre c'est St maur et bois d'Arcy, en décembre c'est au tour de Besançon, en février 88 Lisieux... Tout cela malgré une répression extrêmement féroce contre les mutins.

Comme nous l'avons déjà dit, dans notre belle république démocratique, la question sociale est de plus en plus personnalisée, et pour cela confiée à l'appareil judiciaire et carcéral. Il n'est donc pas étonnant que les prisons deviennent le centre critique de la sté capitaliste comme produit social global de ses contradictions.

C'est donc avec une poigne de fer, et avec l'ombre d'un retour à la peine de mort que la surpopulation dans les prisons risque de se résoudre. Le bi-centenaire de la révolution française pourrait bien être l'occasion de faire fonctionner la " veuve noire ".

3

Malgré cette sombre perspective et la menace permanente du QHS, ces cages à tigres bien propres ou la " torture blanche" vous rend fou, une nouvelle révolte a éclaté en Avril 88 dans la centrale d' ENSISHEIM. Après 20H de mutinerie elle fut détruite par le feu à 75% et les quartiers d'isolement furent la cible principale des détenus. Ces mutineries sont venues rompre l'isolement dans lequel les grévistes de la faim c'étaient enfermés au risque de perdre inutilement leur vie comme les militants de l'IRA (voir art de l'AUBE du numéro 7)

Après 116 jours de souffrances, les militants d' Action Directe étaient aux frontières de la mort, et manifestement leur acte apportait la preuve que les QHS sont des cellules d'extermination politique par le suicide ou la folie. La bourgeoisie voulait que les militants d' AD soient des "volontaires " à leur peine de mort, de la même manière qu'elle utilise le "volontariat "pour licencier....

Quoi que fasse l'ordre bourgeois, dès lors que la question carcérale devient un remède aux questions sociales, la prison devient le centre même de la critique sociale de la société. Les derniers événements de BIRMANIE le prouvent, c'est des prisons que le soulèvement généralisé de toute la population est parti et notamment de la prison d'INSEIN une des plus grandes du monde (13 000 détenus).

LE P.O.F. FUT IL UN PARTI MARXISTE ?

Depuis le 8 mai 1988, le socialiste Mitterrand est réélu Président des français avec 54 % des suffrages et le soutien (non plus critique et sans illusion) de la LCR (troskiste) mais avec son soutien bien réel. C'est donc par la gauche et non par la droite que la bourgeoisie pense pouvoir réaliser l'union sacrée contre l'épouvantail Le Pen. La lutte contre la social démocratie va devoir s'accroître sur tous les terrains et il appartient au mouvement révolutionnaire de bien se rendre compte que nous entrons dans une période difficile ou nos faibles forces doivent s'unir afin de pouvoir agir, autrement que par le verbe.

Le texte qui va suivre n'est pas une histoire de la social démocratie, il se veut bien plus le dénonciateur des dénonciateurs. En effet la social démocratie a toujours eu derrière elle "sa voiture balai " pour trainer les éléments récalcitrants a sa politique de trahison. Nous pouvons constater ce fait dans de nombreux pays, et dire que chaque fois "les oppositions de gauche " ont terminé leur trajectoire dans les bras de la social démocratie. Notre article va essayer de montrer comment le P.O.F. (parti ouvrier français) mena une lutte complètement inconséquente contre le Millerandisme, lutte purement formelle et moraliste et donc social démocrate. Ce parti qui avait le soutien de Marx et Engels finira dans les bras de la social démocratie.

1) L' EXPERIENCE MILLERAND.

C'est en octobre 1895, que pour la première fois, des socialistes vont participer à une majorité parlementaire en soutenant un gouvernement dirigé par le radicalisme bourgeois. Ce fut là, le premier essai historique d'un "bloc des gauches" et l'inauguration d'une série de compromissions et de tromperies sans précédent du mouvement ouvrier. L'homme providentiel qui allait être à la tête de cet essai historique fut un avocat radical converti au socialisme (non il ne s'agit pas de Mitterrand) mais de son ancêtre Millerand. Il poussa l'expérience jusqu'au bout en entrant dans le ministère des fusilleurs des communards de 1871, le ministère des Gallifet...

Le 30 Mai 1986, Millerand prononga son tristement célèbre discours de Saint Mandé, dont les points principaux ne sont pas sans nous rappeler la tactique unitaire de l' union de la gauche (PCF/PS).

1°) On y trouvait la revendication d'un "programme minimum"

**SOCIALISME DE TOUTES NUANCES,
SOCIALISME CONSCIENT ET INCONSCIENT,
SOCIALISME EN VERS OU EN PROSE,
SOCIALISME DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE LA CLASSE MOYENNE,
VRAIMENT CETTE ABOMINATION DE TOUTES LES ABOMINATIONS, LE SOCIALISME N'EST PAS SEULEMENT DEVENU RESPECTABLE MAIS A DÉJÀ REVÊTU SA TOILETTE DE SOCIÉTÉ, ET TRAINÉ COMME AFFALÉ SUR UN DIVAN, DANS TOUS LES SALONS.**

Friedrich ENGELS

Lettre à A. Bebel, 6 novembre 1892

dans le genre de notre défunt " programme commun PCF/PS " programme qui visait essentiellement à gagner de nouveaux adhérents tout en se ralliant toutes les fractions socialistes (y compris les enfants terribles du POF).

2°) Le principe de tout opportunisme, c'est l'éclectisme et l'argumentation de l'immédiatisme, c'est à dire " de la chose immédiatement accessible, tangible " le fameux CONcret. Ceci se pratique avec l'argumentation de toujours de la majorité (comprise au sens démocratique) et donc de l'accord du plus grand nombre de partis ou d'hommes politiques en accord avec telle ou telle partie du programme. Le réalisme est le mot habituel que tous les opportunistes salivent pour ensuite cracher sur les " révolutionnaires " ces utopistes qui " veulent tout d'un coup "...

3°) L'axe central " moderniste " de la social démocratie fut toujours de remplacer la lutte de classe réelle, par celle d'un progrès rationnel des consciences, d'un progrès " solidaire " et " social " et donc moral de la société. Dans la pratique, ils ne cessent d'en appeler à " reserrer leurs rangs et à faire trêve aux querelles d'écoles " ceci afin de mieux lutter contre l'ennemi commun (aujourd'hui Le Pen)
" un seul cœur, un seul esprit, une seule action " comme millerand, ils en invoquent à la lutte contre la réaction de manière à masquer qu'ils sont eux mêmes de savants réactionnaires.

4°) Millerand comme tous ses compères socialistes, condamne ouvertement le recours à la violence (entendez la violence ouvrière) pas celle des bourgeois :

" Pour qui et contre qui ? Républicains avant tout, nous ne nourrissons pas l'idée folle de faire appel au sabre d'un dictateur pour faire triompher nos doctrines. " (Millerand)

Il s'agissait à l'époque d'une attaque contre le POF (Parti Ouvrier Français) qui se revendiquait de la " Dictature du prolétariat ". Millerand affirme que la synthèse est possible entre la PATRIE et l' INTERNATIONALE, depuis nous ne comptons plus le nombre de socialistes et de communistes qui nous ont servi et resservi ce plat bourgeois (12).

" Le social- chauvinisme (dira LENINE), est le prolongement direct est le couronnement du millerandisme, du bernsteinisme, de la politique ouvrière libérale bourgeoise: il en est la somme, le bilan, le résultat. "

Le PCF, tout comme le PS et tous les partis bourgeois se sont à toutes les époques fait les défenseurs de " l'intérêt national " et donc du Kapital. Comme leur ancêtre millerand, ils mêlent " dans le même plis " internationalisme et patriotisme, le drapeau rouge de la Commune et le drapeau tricolore des versaillais, des Thiers et Gallifet.

LA COHABITATION WALDECK ROUSSEAU MILLERAND.

En juin 1899, Waldeck Rousseau propose à Millerand d'entrer dans son ministère radical. Approuvés par Jaurès il accepte. Le POF " riposte " en publiant, en commun avec deux autres formations socialistes: " LE MANIFESTE DU REDRESSEMENT " Ce dernier critique le scandale que constitue la présence de millerand au ministère " la main dans la main du fusilleur de mai "

Le POF se limitera toujours à des critiques portant sur des considérations morales. C'est là encore une des caractéristiques de tout parti social démocrate de s'en tenir au verbe et donc à l'idéologie. Le POF se veut la bonne " conscience socialiste " contre l'action réelle de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs pour cela que notre très radical POF (ancêtre hybride du PCF et de la SFIO) se prononcera contre les grèves ouvrières à la manière de Proudhon. De ce fait sa référence à la Dictature du prolétariat sera toujours qu'une coque vide sans contenu social.

L'ARGUMENT DE L'UNITE, CONTRE LE PROLETARIAT.

Le POF va donc " excommunier " Jaurès et Millerand. Jaurès de son côté utilisera l'argument de l'unité socialiste pour justifier la participation de millerand au ministère: l'incident Gallifet n'est qu'une occasion et prétexte. Ceux qui nous accusent se sont opposés sourdement à l'unité socialiste ".

Cette conception de l'unité, ce fut celle du front populaire, celle du programme commun de la gauche (PCF, PS et radicaux de gauche). Elle ne servait qu'à couper les tendances révolutionnaires de la grande masse qui s'éveillait à la lutte et pouvait se faire entraîner par des minorités. Chaque fois les mêmes arguments sont tombés " diviseurs de la classe ouvrière " " gauchistes / casseurs en mai 68 " " flics, agents de la bourgeoisie, provocateurs " et dans sa version modernisée " terrorisme ".

A l'époque la direction du POF relève le défi, et c'est LAFARGUE le principal théoricien du POF qui engage la bataille: Le factuel ministériel offert à Millerand- comme celui octroyé en 1949 à Louis blanc- est un moyen de " chlo- roformiser ", de " domestiquer " le socialisme, " force que la classe capitaliste veut enrôler à son service ".

Lenine quelques années plus tard montrera lui aussi que les changements de ministres ont fort peu d'importance, tout le travail réel d'administration étant confié à une immense armée de fonctionnaires.

" Cet appareil d'Etat (disait il) " peut servir une bourgeoisie républicaine... mais il est absolument incapable d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant les droits du capital, les droits de la sacro sainte propriété privée ". Ceci explique que dans

ornement ou servent au gouvernement bourgeois de paravent, de paratonnerre contre l'indignation populaire, sont un moyen de duper les masses à l'aide de ce gouvernement... C'est ce qui s'est passé avec Louis Blanc en 1848; c'est ce qui s'est passé depuis des dizaines de fois avec les ministères à participation socialiste en Angleterre en France... et ce qui se passera tant que durera le régime bourgeois et que subsistera intact le vieil appareil bourgeois bureaucratique " T 25 p401)

L'accession de Millerand au ministère sera bien accueillie car elle sera suivie de quelques mesures sociales démagogiques. Seulement et très rapidement ses minces réformes sont anéanties, et la poussée gréviste reprend (voir celle du 2ème semestre 1899). Alors comme de tout temps, c'est la répression totalitaire qui va s'abattre sur le prolétariat avec l'approbation, le soutien, et la participation des " frères socialistes".

-Soutien de la répression sanglante d'une grève d'ouvriers agricole de la martinique.

-Le 2 juin 1900 des grévistes sont tués par balles à Châlons sur saône. Les "ministériels" refusent de s'associer à une demande d'enquête du POF.

"Jamais, dit une résolution du Congrès Fédéral de Caudry du POF, les travailleurs n'avaient été aussi trompés, condamnés, sabrés, fusillés et massacrés...Jamais guerre à la classe ouvrière n'avait été aussi implacable que sous le ministère waldeck-Rousseau millerand...Le gouvernement dit de défense républicaine a été un gouvernement capitaliste... Tous ses membres, sans exception...ont droit aux malédictions du prolétariat tout entier".

LE POF ET LA SOCIAL DEMOCRATIE.

Il nous faut maintenant comprendre comment le POF n'a été qu'une opposition de gauche de la social démocratie et non un véritable parti révolutionnaire .

C'est après la sanglante répression de la commune , que le mouvement ouvrier français se réorganise. Dès 1876, se tient un congrès ouvrier: Congrès ou les conceptions de Proudhon sont encore dominantes. On y condamne le socialisme et on prône les coopératives de production,, entrepôts d'échange naturel, mutualité, etc (c'est à dire cette tarte à la crème que l'on nome aujourd' hui économie sociale).

Au congrès suivant (1878) la fraction dite " les collectivistes" dépose une motion revendiquant la propriété collective du sol et des instruments de travail. Pour mener sa lutte contre les "coopérateurs" J GUESDE représentant du courant "collectiviste " va s'allier avec des socialistes non marxistes et d'anciens communards comme Brousse, Benoit

Au III congrès ouvrier de 1879, les " collectivistes " deviennent de justesse majoritaires. La décision de fonder un nouveau parti est prise et son programme sera élaborer par Marx, Engels, Guesde et Paul Lafargue. Marx rédige les considérants de ce programme. Il fera néanmoins quelques réserves dans une lettre du 5/11/1880 adressée à Sorge.

"Dans sa partie économique, quelques mots d'introduction mis à part où, en peu de lignes, est défini le but communiste, toute la pièce ne consiste qu'en des revendications réellement surgies, d'une façon spontanée du mouvement ouvrier même, ceci à l'exception de quelques appâts que, malgré mes protestations, Guesde a trouvé nécessaire de jeter aux ouvriers français comme le minimum de salaire fixé par la loi, etc..."

Immédiatement après l'approbation du programme, une nouvelle lutte de tendance éclate au sein du parti. Elle intervient au IV ème Congrès du parti au moment même où la crise économique commence à frapper la classe ouvrière. La tendance (Brousse, Malon) s'oppose à la révolution violente et précise que son "collectivisme " consiste à grignoter secteur après secteur, toute la vie économique et sociale, réalistes comme les Millerandistes, ils sont pour des revendications précises, possibles à réaliser(d'ou leur surnom de possibilistes).

La scission est inévitable, et au Congrès de St étienne en 1882, les guesdistes minoritaires (24 sur 100) quittent le Congrès pour former à Roanne, le véritable Congrès constitutif du P.O.F.

LE FATALISME DU POF.

Le POF sera principalement animé par trois figures: Guesde, P. Lafargue et G. Deville (1) tous trois développeront une conception évolutionniste et fataliste de l'histoire.

Dans sa présentation de son résumé du CAPITAL (1883) Deville déclare:

"Le socialisme qui est une théorie essentiellement évolutionniste attend sa réalisation du jeu naturel des faits "

Nous retrouvons cet aspect évolutionniste du POF chez Lafargue dans ses références non critiques de Darwin et surtout dans l'action pratique par une surrestimation de la

spontanéité ouvrière. L'arrivée de " l'heure fatale " est annoncée périodiquement dès qu'un mouvement de grande ampleur surgit:

- La grève générale de Decazeville (1886)
- La manifestation contre Jules Ferry (1887)
- La grève des terrassiers (1888)
- Le 1er Mai 1890 et 1891.
- Les succès électoraux de 1892/93.

La conception fataliste et spontanéiste de l'histoire du POF

sont des produits sociaux de l'époque, Lafargue est passé par le proudhonisme, le blanquisme et le marxisme. J Guesdes d'abord républicain, jacobin, et bakouniniste se rapproche lui aussi de Marx. Ces hommes vont donc drainer avec eux des conceptions anarchisantes et réformistes.

Par exemple en ce qui concerne son organisation, le POF reposera sur un système fédéraliste et autonomiste, entre le siège fédéral et les groupes locaux, les liaisons sont très lâches. Les groupes sont libres de s'organiser à leur guise, sous réserve de leur adhésion au Programme et au règlement général. Le POF est donc un parti très hétérogène et donc sujet à des crises et à un éclectisme permanent qui le conduira à la SFIO (le Parti Socialiste d'aujourd'hui).

LA QUESTION SYNDICALE.

Jusqu'en 1888, le POF s'oppose au syndicalisme sur la base de son programme anti/revendicatif et anti/grève. Toute l'action du POF est essentiellement et directement politique.

" Toutes les concessions (dit Guesde) arrachées aux prix de cruelles souffrances ne tardent pas à être reprises en détail quand elles ne sont pas en bloc annulées dans la pratique "

S' il est exact que les révolutionnaires ne doivent au cours des combats économiques ne laisser aucune illusion sur les résultats "tangibles " " économiques " des ouvriers, ils ne doivent pas pour autant leur tourner le dos et s'y opposer. Le POF reprend ici toutes les faiblesses du blanquisme (la lutte politique directe) et du proudhonisme (l'inutilité de la lutte gréviste). Lénine reprendra à sa manière ce schéma avec sa séparation nette entre lutte économique et lutte politique.

Le POF s'interdira donc (fatalisme oblige) de susciter des grèves , J Guesde ira jusqu'à publier une brochure d'explication sur la question " LA REPUBLIQUE DES GREVES". Dans cette brochure il dit s'inspirer de la démocratie socialiste allemande et du parti ouvrier socialiste

d'Amérique. Dans sa brochure il dit aux ouvriers qu'il faut substituer:

" à la bataille professionnelle et perdue d'avance des ouvriers contre les patrons qui s'appelle la grève " " la seule lutte féconde, la lutte politique poursuivie en tant que classe "

Guesde, va bien comprendre que la lutte économique en elle même (le trade unionisme comme le dira Lénine) est d'essence réformiste, qu'elle se place sur le terrain de la classe ouvrière exploitée et non sur le terrain de la classe révolutionnaire. Ce que le POF ne comprendra jamais c'est la

transcroissance d'une lutte économique en lutte politique c' est à dire la resurgence de l'être du prolétariat sur la base de sa propre aliénation, c'est pourquoi Guesde en arrive à dire:

"Leurs besoins peuvent être moins incomplètement satisfaits, leur estomac, celui de leur femme et de leurs enfants, crier moins haut, mais leur condition de salarié n'est pas modifiée: Ils sont toujours de simples outils aux mains des détenteurs du capital, outils que ceux-ci doivent payer un peu plus cher, mais outils. Ils ne cessent pas de travailler, de produire pour d'autres que pour eux, dépendant de ces autres qui ont, seuls, droit au titre d'homme. La solution de la question de la grève n'a pas fait un pas. L'instrument et la matière du travail continuent à être possédés par d'autres que par les travailleurs . "LA GREVE EN UN MOT NE MENE A RIEN " ". (page 31 de la brochure de 1878)

La position du POF contre les grèves, qui au début pouvait apparaitre comme une déviation de gauche, se révélera vite comme étant du pire nationalisme patriotique. Tout d'abord il va s'en prendre à la violence (la violence ouvrière)c'est à dire celle des gréviste contre les non grévistes (la tradition compagnonique de la "chasse au renard"), ensuite en bon démocrate et pour faire bonne mesure il condamnera les excès du pouvoir:

" Plus de Ricamarie! Plus d'Aubin ! Plus de Fournies! Dissipé , le cauchemar du sang français versé par des mains françaises, qui pèse aujourd'hui sur notre armée, devenue enfin nationale, c'est-à-dire consacrée exclusivement à la défense de la nation ! "

C'est exactement la même sauce que nous sert le POF avec sa "lutte de classe sous toutes ses formes sans la guerre civile " du manifeste de Champigny et son éternel soutien à " l'armée de défense nationale " le bon et le mauvais coté

de l'armée, et le traditionnel double langage du sieur proudhom.

Seulement, dès que le mouvement réel du prolétariat se manifeste , cette horde de pompiers de service d'agents démocratiques du capital s'adapte au plus vite à la nouvelle situation. Le mouvement syndical légal depuis 1884 intéresse le POF, et ce justement dans une période de reprise de l'action gréviste en tant que mouvement réel. En 1886, le POF est à l'initiative du regroupement des chambres syndicales ou Fédération Nationale des syndicats qu'il dirigera jusqu'en 1894. Entre 1884 et 1893 , la poussée gréviste est très forte, le POF s'engage à fond dans la bataille des BH et de la journée internationale du 1er Mai. Les 1er Mai 1890 et 1891 sont coiffés par le POF, et c'est là le principal succès de la bourgeoisie, la gauche du

Le POF a gagné la confiance des ouvriers, il peut donc commencer à les trahir. Le 1er Mai 1892 n'est pas préparé, au profit des élections qui tombent le même jour...

C'est alors l'inversion et le glissement de toute action vers l'écurie des urnes, vers le ministérialisme, et on assiste de nouveau à une campagne anti-grèves, mais sur de nouvelles bases:

" De plus en plus, nous déconseillons la grève, parce que, même là où elles viennent à aboutir, elles laissent substituer pour les travailleurs leur condition de prolétaires ou de salariés " Willard P 351 les guesdistes edt sociales 1965)

Avec ce genre de discours, le POF perdra vite de son influence sur la classe ouvrière, en bon opportunisme il reprendra (comme le PCF aujourd'hui) un discours gauche et radical, son appel aux travailleurs de France en 1902:

"La fraction la plus intelligente de la bourgeoisie, pour prolonger son régime économique qu'elle sait condamné, a trouvé habile de mettre dans son jeu, sinon le socialisme, au moins certains socialistes ou réputés tels, et grâce à l'arrivisme des uns et à la lassitude des autres, elle est parvenue à faire couvrir (partiellement et momentanément) du pavillon socialiste ses pires, et nécessaires, moyens de gouvernement, depuis les brigandages coloniaux jusqu'au traitemement des grèves à coups de fusils ".

Cet appel conduira le POF à fusionner la même année avec les blanquistes d' E Vaillant pour donner naissance à un nouveau parti le PSF (Parti Socialiste de France).

LE POF KAUTSKYSTE AVANT L HEURE.

Dès 1892 le POF introduira avant Staline dans son programme la notion de guerre d'agression et de guerre défensive (). Cette distinction conduira par la suite à une nouvelle

interprétation entre guerre juste (de libération nationale) et guerre injuste de rapine, impérialiste... Le bon et le mauvais coté de la guerre est ainsi mis en avant par les guesdistes. Par conséquent si la France déclare la guerre dira Guesde:

" Le devoir socialiste des deux côtés de la frontière serait de faire éclater la dynamite sous les pas des armées en marche; mais si l'agresseur est allemand " nous nous souviendrons au parti ouvrier... QUE NOUS SOMMES FRANCAIS " ()

En 1893, le Congrès National de Paris déclare:

" La France attaquée n'aurait pas de plus ardents défenseurs que les socialistes du Parti Ouvrier, convaincus du grand rôle qui lui est réservé dans la prochaine révolution sociale".

C'est cet argument qui sera au centre de la liquidation de la 3ème IC le 15 mai 1943 (voir notre article de L.A.I N° 5 en 1986) OU le Comité executif de l' IC déclare:

"Dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des

l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leurs égalités de droits. "

Le POF sera même un précurseur du "progressisme " contre la réaction " intitulé à l'époque de lutte contre la monarchie. Il invoque donc la nécessité d'une " France grande et forte capable de défendre sa République contre les monarchies coalisées et capable de défendre son prochain 89 ouvrière contre une coalition, au moins éventuelle, de l'Europe capitaliste"

Lénine allait devoir quelques années plus tard critiquer indirectement toutes les fadaises du POF.

" Il n'est pas de procédé plus commun pour tromper les masses populaires françaises, les ouvriers français et les ouvriers de tous les pays que de transposer dans notre temps le "jargon " de cette époque (la grande révolution française de 1792) et certains de ses mots d'ordre; que

d'essayer de faire croire qu'à l'heure actuelle aussi, la France républicaine défend sa liberté contre la monarchie" (La guerre et la révolution T 24)

Bien que Lénine ne se soit jamais véritablement détaché du démocratisme bourgeois, au sens ou pour lui " la démocratie prolétarienne prend la relève de la démocratie bourgeoise il fut à chaque pas en avant contraint de critiquer la démocratie et les idées républicaines. Sa brochure contre "rénégat Kautsky " est entièrement dirigée contre la démocratie, contre le patriotisme. Aussi va t'il répondre l'argument sur l'agressé et l'agresseur:

" Le socialiste, le prolétaire révolutionnaire l'internationaliste raisonne différemment. Le caractère d'une guerre (réactionnaire ou révolutionnaire) ne dépend pas de la question de savoir qui a attaqué ni en quel pays se trouve l' "ennemi " mais de ceci : quelle classe mène cette guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? " (le renégat Kautsky)

" Lorsqu'un Allemand sous Guillaume, ou un Français sous Clemenceau dit: " J'ai le droit et le devoir, comme socialiste de défendre la patrie si l'ennemi envahit mon pays ", ce n'est pas là le raisonnement d'un socialiste, d'un internationaliste, ni d'un prolétaire révolutionnaire mais d'un nationaliste petit-bourgeois " (le renégat K.)

Le nationalisme petit-bourgeois conduira " J Guesde " chef du premier parti " marxiste " de France au poste de ministre d'Etat dans le gouvernement d'union sacrée à la déclaration de la guerre de 1914.

Ainsi la courbe du " premier parti marxiste de France allait terminer sa parabole dans les bras de ce qu'elle prétendait vaincre. De même quelques temps plus tard, sera au tour de TROSKI de chercher au sein de la S.F.I.O point d'appui pour le levier marxiste.

EN CONCLUSION:

Par ce texte sur le POF, nous avons essayé de montrer comment dès le début de son histoire le POF n'était pas un parti marxiste mais bien plutôt une opposition de gauche de la social-démocratie. Le tronc commun de toute la social-démocratie consiste à se réclamer de la grande révolution française de 1789 et de considérer que le socialisme se doit de monter sur les épaules de la démocratie bourgeoise pour accéder au socialisme. Nous verrons cela avec une brillante particulière en 1989 quand du PCF au PS en passant par les troskistes et les anarchistes, tous s'arracheront la dépouille

u'un de la révolution bourgeoise pour ne former qu'un seul bloc réactionnaire autour de l'icone démocratique.

Une des caractéristiques notoires de nos " socialistes et communistes démocratiques " consiste à toujours élaborer leurs critiques au sein de la sphère de circulation du Kapital (contre l'argent, contre l'échange inégal entre pays riches et pauvres, contre la spéculation, contre les dépenses parasitaires (armements) le PCF actuellement cherche 40 milliards d'économie sur l'armement pour sauver la sécurité sociale, l'école ...) Marx en son temps avait déjà critiqué ses socialistes qui :

"Entendent démontrer que le socialisme est la réalisation des idées de la société bourgeoise énoncées par la Révolution française. Ils affirment entre autres, qu'à

l'origine, l'échange, la valeur, etc., représentaient (sous une forme adéquate) le règne de la liberté et de l'égalité pour tous, mais que tout cela a été faussé par l'argent, le capital, ect..." les Grundrisses édt 10/18 (2) page 17.

Si a la fin du 19 éme siècle, le prolétariat étant relativement peu concentré et sujet à un apport de toute une série de couches semi-prolétarienne et en voie de prolétarianisation; les illusions d'un socialisme utopique et réactionnaire pouvait se comprendre. Il n'en est pas de même aujourd'hui. C'est l'instauration d'une démocratie économique sur la base de la petite entreprise du capitalisme naissant qui animait le rêve des utopistes contre le Capital oisif des banques et des cosmopolites. Ces illusions utopistes du genre " lutter contre les féodalité financière " du PCF n'ont plus de bases réelles, elles sont les agents directs du Kapital tout comme la religion...

Les représentants et théoriciens de l'époque, Proudhon, Bakounine, Blanqui et autres s'opposaient seulement au Kapital trop grand. Ils le firent sur la base de fondement démocratiques et individualistes.

Les luttes mêmes violentes (le blanquisme) qu'ils semblaient mener contre le Kapital restaient toujours prisonnières de conceptions démocratiques et nationales. De même quand Bakounine défend le principe de la grève générale, c'est pour ajouter qu'elle remplace la lutte armée...

De ce fait, tout mouvement de libération du prolétariat aboutissait au mieux à libérer le prolétariat de sa condition en en faisant un bourgeois. L'idéal laïc de l'école n'est il pas de donner à tous cette chance d' être

sociale. La bourgeoisie et ses paraventés et paratonnerres de gauche va se saisir de l'anniversaire du bi-centenaire de révolution bourgeoise pour mener une campagne patriotique de grande ampleur, le PCF à déjà ouvert le bal avec sa fête l' Humanité sous l'angle " seul le prolétariat est patriote en effet il y a une exposition de peinture sur le "drape national " et une pièce de théâtre du même genre.

La social-démocratie se caractérise par les traits suivant

- 1°) Reconnaissance de la lutte des classes sous toutes ses formes sans la guerre civile, sans " critique des armes ".
- 2°) Le fondement social de cette lutte: le contrat social la politique contractuelle, la collaboration de classe.
- 3°) Répudiation de la "Dictature du prolétariat directement ou indirectement .Soit en opposant la démocratie à la dictature, soit en démocratisant la dictature (le prolétariat (la démocratie prolétarienne).
- 4°) Défense du " Droit " et des " droits de l'homme et de citoyen" fondement social de la religion économique

Kapital.

- 5°) Défense du "progressisme " du " pacifisme ", nationalisme bourgeois, notions d'agresseur et d'agressés, cas de conflits, d'opresseurs et d'oppressés, développement inégal du Kapital. Lutte dans la sphère de circulation de ce dernier , contre " les multinationales le FMI, la Banque Mondiale, la course aux armements...

Ces principaux traits de la social-démocratie et de son ses programmes minimum ne visent qu'à enchaîner le prolétariat derrière la gauche du Kapital.

PROPOSITION DE LOI

Art. 1^{er}. — Les travailleurs des deux sexes sont considérés comme constituant, du fait seul de leur emploi, des sociétés ouvrières par ateliers, usines ou concessions minières.

Art. 2. — Ces sociétés ouvrières sont, pour la gestion des intérêts de leurs membres, assimilées aux sociétés capitalistes par actions. Les décisions prises en assemblées générales, sur convocation personnelle de tous les sociétaires, sont valables et exécutoires pour tous.

Art. 3. — En cas de contestation ou de différend entre les ouvriers et ouvrières et leurs employeurs, la question sera portée devant l'Assemblée générale qui en délibérera et se prononcera par un vote à bulletin secret sous enveloppe fermée.

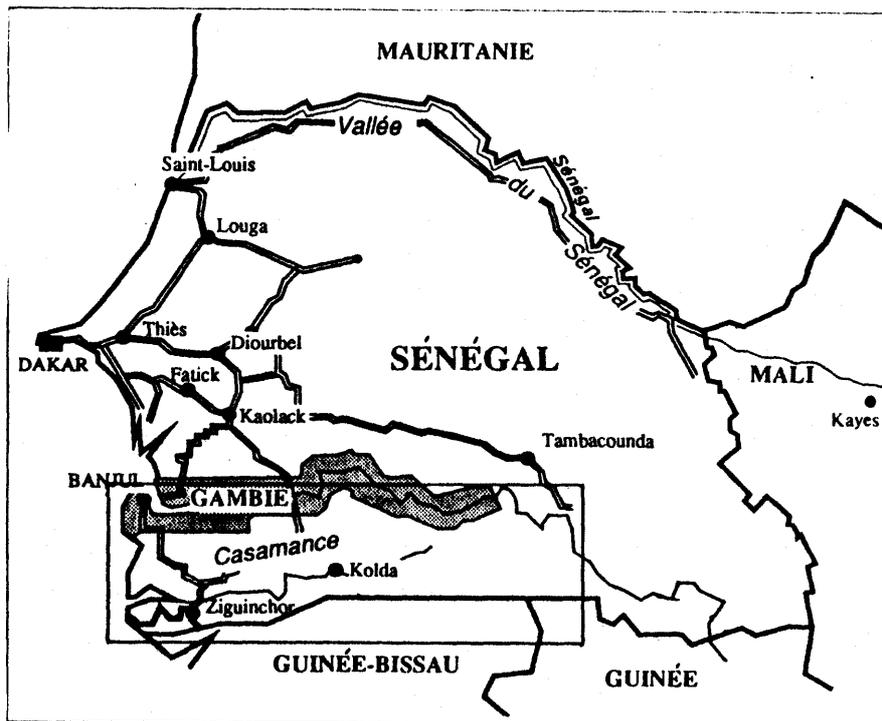
Art. 4. — Si, à la majorité des voix, l'Assemblée décide d'user du droit de grève, la cessation du travail sera générale et obligatoire, jusqu'à ce qu'une autre assemblée, réunie à la demande d'un quart des ouvriers ou ouvrières en cause en ait, également à la majorité, décidé autrement.

Art. 5. — La Commission exécutive, nommée en Assemblée générale et faisant fonction de Conseil d'administration, pourra toujours, quand elle le jugera convenable, prendre l'initiative d'une nouvelle réunion plénière.

Art. 6. — Au cas où des propositions viendraient à être faites par les employeurs ou si, usant du droit qui leur est confié par la loi, le juge intervenait pour proposer l'arbitrage (3), la Commission exécutive devra, dans un délai de deux ou trois jours au plus, réunir l'Assemblée générale et lui soumettre la situation nouvelle.

Art. 7. — Tout employeur qui, par manœuvres, promesses, menaces, aura tenté de détourner de ses devoirs un ou plusieurs ouvriers ou ouvrières liés par la décision de l'Assemblée générale, sera passible d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de 5 jours à 1 mois. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 5 000 F et l'emprisonnement à 1 an. »

LA DEMOCRATIE SENEGALAISE EN CRISE.



afrique

Choisir
Une carte

LA DEMOCRATIE SENEGALAISE EN CRISE.

Le Sénégal est actuellement, l'un des pays d'Afrique où le contraste social peut rapidement déboucher sur une crise sociale. En effet, avec un PNB de 3100 Frs (1) par habitants en 84 et une dette de 3 milliards de dollars, la démocratie sénégalaise risque de tourner court. C'est probablement pour cette raison que le Club de Paris a pris comme décision de rééchelonner la dette du Sénégal sur 16 ans. (2)

La démocratie sénégalaise est actuellement mise en coupe réglée par la dictature démocratique de la Banque Mondiale et du FMI. Pour la grande majorité de la population et notamment pour le prolétariat de Dakar cela veut dire, plus de sacrifices, plus de misère, plus de productivité. Pour les paysans, la NPA (Nouvelle Politique Agricole) se traduira par un appauvrissement et donc leur immigration vers la ville. Tout ceci alors que la culture de l'Arachide est en crise ainsi que la pêche, le tourisme et le phosphate, les quatre piliers de cette zone d'exploitation capitaliste.

Il en résulte, que le Sénégal devient une véritable poudrière au moment même où l'impérialisme français essaye de mettre en place une politique Euro-Africaine. Depuis les années 80 la démocratie sénégalaise est distinguée par la répression du prolétariat, par celle de populations entières "Les Diolas" (3) de la basse Casamance (Révoltes de 1981, 82 et 83) d'Oussouye, de Ziguinchor et de Bignoma. Par l'annexion de la Gambie pour le compte de la France (PCF/PS) au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Par l'intervention brutale des forces de l'ordre contre les étudiants et lycéens début 87. et 88

L'appareil d'Etat lui même, se trouve dans une situation de "double pouvoir", une crise a même éclaté au sein de la police et le Président Abdou Diouf a été contraint de limoger le ministre de l'intérieur et 6000 policiers

(1) La population du Sénégal est d'environ 6 300 000 habitants, 45% de cette population a moins de 15 ans et la ville de Dakar avec 1 150 000 habitants a l'une des croissances les plus élevées du monde (5,4%).

(2) Voir l'article du GCI: "La question de la dette" dans le communiste de juillet 88.

(3) La plus grande partie de l'ethnie Diola est catholique. elle c'est manifestée par sa résistance à l'islam.

L'Etat sénégalais est un Etat de droit, une copie du modèle français de démocratie et de laïcité, avec une population à 90% musulmane (un des pays d'Afrique noire les plus islamisés) ce qui donne à la sortie " la république des marabouts". En effet, la médiation des marabouts est indispensable dans cette région pour parvenir à exploiter les paysans dans un climat de paix sociale. Au reste, le colonialisme français, avait bien assimilé ce fait en s'appuyant lui aussi sur les chefs mourides pour administrer les villages.

Aujourd'hui, la stratégie de l'impérialisme français en Afrique et dans le monde passe par la " francophonie". En 1984, le Commissariat général de la langue française décidait d'instituer un haut conseil de la francophonie sous la présidence du chef de l'Etat. Cette initiative présentée sous un aspect culturel, vise avant tout à concurrencer la langue anglaise pour faire du français la langue commerciale de l'Euro-Afrique. C'est pourquoi Mitterrand se présente aujourd'hui comme le défenseur des langues latines " comme front uni mondial contre l'anglais ". (1) L'annexion de la Gambie, ancienne colonie britannique, par le Sénégal est une première de cette stratégie. (4) La bourgeoisie française ne pardonnera jamais à Clémenceau d'avoir accepté que la langue anglaise devienne la langue consulaire et diplomatique.

-LA TENTATIVE DE "DICTATURE DU PROLETARIAT" EN GAMBIE.

En 1981, l'armée du Sénégal envahissait la Gambie pour écraser ce qui fut proclamé comme étant une "Dictature du prolétariat" par un "conseil national révolutionnaire". La révolte éclata pendant que Sir Dawda Jawara se rendait au mariage royal à Londres.

Alors que le Président en titre faisait appel à la bourgeoisie sénégalaise au nom d'un pacte de défense mutuel de 1965, une fraction de la bourgeoisie Gambienne lançait préventivement son prolétariat dans une révolte de défense de la patrie. (5)

La Capitale a été une fois de plus le centre des activités révolutionnaires. Un nombre important d'ouvriers participèrent à la rébellion. Le coup d'Etat était dirigé ou du moins initié, par Kukoi Samba Sanyang et le Revolutionary Socialist Party of the Gambia. Ce parti s'est constitué à la suite d'une série de scissions au sein des forces d'opposition. Les jeunes de la capitale ont formé le MOJA (Mouvement for justice in Africa). Un groupe dissident s'intitulait le Socialist party of the Gambia. Tous ces partis d'opposition avaient été bannis en décembre 80 et les dirigeants arrêtés. Nous ne connaissons pas les positions

programmatisques de ces partis, d'après les rumeurs, Sanyang, qui serait proche de Moscou et de la Guinée de Sékou Touré, s'en prenait aux rebelles qui avaient voulu instaurer une DDP en Gambie. Le simple fait qu'une révolte se fasse sous le drapeau de la DDP même avec des inconséquences, doit nous porter à nous intéresser à cette révolte en Gambie. En effet le mouvement réel notamment dans la capitale était à base prolétarienne. La majorité du prolétariat, les jeunes

chômeurs avaient répondu à l'appel pour la DDP et certains l'ont fait avec les armes en mains. La révolte a été écrasée par 1500 soldats de l'armée sénégalaise, entraînés, équipés par l'armée française. La France bien entendu avait donné le feu vert à l'invasion qui se terminera par l'annexion pure et simple de la Gambie. En effet, le 1er février 82, les institutions de la "Confédération Sénégal-Gambie" étaient mises en place comme l'expression de "l'Union libre entre deux peuples". Comme il fallait pour l'opinion internationale faire fonctionner à fond le principe démocratique, les deux bourgeoisies (la sénégalaise et la gambienne) voulurent organiser un référendum. Au Sénégal Abdou Diouf pensait ainsi se rallier le RND (Rassemblement National Démocratique) qui s'était déjà distingué par son silence lors de l'intervention des troupes sénégalaises contre les ouvriers; le parti de Mamadou DIA (le MPD) qui fut confronté à une scission à la suite des événements de Gambie; le (PDS) qui malgré ses cris sur "l'illégalité" a donné pour consigne à ses députés de voter pour la Confédération.

Les organisations pro-chinoises et pro-russes, elles aussi allaient se plier à la situation avec d'autant plus de facilités qu'elles avaient axé toutes leurs critiques sur les atteintes à la démocratie. L'organisation maoïste AJ/MRDN s'engagea même à faire toute une analyse juridique des accords de défense entre le Sénégal et la Gambie pour démontrer sans doute que la répression du prolétariat de Gambie fut un acte anti-démocratique.

Comme l'idée d'un référendum présentait le risque d'un NON massif ou d'une abstention toute aussi massive, le gouvernement du Sénégal envisagea la tournée de Jawara dans la "Gambie profonde" afin de faire la promotion du mariage entre les deux états (pour mieux mater les révoltes intérieures). A l'issue de ce voyage touristique de la Gambie profonde, la bourgeoisie sénégalaise décida d'annuler le projet de référendum. Pour justifier cette décision l'Histoire allait venir au secours de nos deux bourgeoisies qui allaient pouvoir nous jouer un petit air "anti-colonialiste". On a rappelé que "...l'existence des deux états est une erreur grave de l'histoire et un héritage des querelles colonisatrices". La Gambie est un accident de l'histoire qui trouve donc sa justification dans le cadre du colonialisme. La bonne logique bourgeoise veut une réconciliation avec le passé, parce que "la Sénégal-Gambie d'ailleurs fut. Elle avait été réalisée en 1765!!". Ces gens qui ont capitulé devant l'impérialisme démocratique, qui en ont épousé la forme la plus sordide, veulent aujourd'hui

liquider les "séquelles du colonialisme ".Le prolétariat sait où se trouvent les "séquelles du colonialisme" elles sont personnifiées par A. DIOUF et JAWARA, il sait aussi que la "Sénégalie" comme d'ailleurs toute idée de patrie n'est pas son problème et que la "Sénégalie de 1765 "fut l'oeuvre des britanniques, avant d'être démolie par le colonialisme français.

4) A ce sujet un militaire faisait la réflexion suivante:
" Une opération comme "Manta " a plus fait pour la francisation de N Djamena que dix années d'austère travail de centaines d'enseignants au Tchad."

GERONIMO PRATT, PRISONNIER

DU CAPITALISME AMERICAIN

Lors de la rencontre américano-soviétique de Moscou, Reagan a consacré de longs moments à s'entretenir avec des dissidents et à plaider pour les "Droits de l'Homme", ce qui n'a pas manqué de provoquer l'irritation de ses hôtes. Au cours d'une conférence de presse, il a répondu à un journaliste soviétique, comme pour s'excuser, que lui aussi aux USA avait à faire à des gens déplaisants.

Les correspondants occidentaux se sont empressés de crier à une nouvelle "gaffe" de Reagan, qui aurait voulu simplement donner une leçon de démocratie aux russes. Quelle comparaison pourrait-il y avoir entre l'URSS et les USA, terre, comme chacun le sait si bien, de la liberté?

Et pourtant au pays des soi-disants Droits de l'Homme, il y a bien des prisonniers politiques qui croupissent depuis des années dans les géôles. Ce sont pour la plupart d'anciens militants du mouvement noir de la fin des années 60

Une des victoires de cette campagne policière est GERONIMO PRATT, en prison depuis 17 ans. Un des dirigeants du BPP de la région de Los Angeles, il fut condamné en 1971 à la prison à vie pour meurtre sur dénonciation d'un mouchard du FBI infiltré parmi les Panthers. Mais au moment du crime PRATT participait à une réunion dans un local du BPP à plusieurs centaines de kilomètres; et ce local était truffé de micros posés pas la police ! Lorsque ce fait fut connu, le FBI déclara avoir "perdu" les bandes magnétiques qui auraient pu apporter la preuve formelle de l'innocence de PRATT. Ce n'est là qu'un exemple des éléments à décharge de PRATT qui furent ignorés par le tribunal. Condamné à la suite d'une machination judiciaire, GERONIMO PRATT a souffert de conditions de détention particulièrement sévères.

et du début des années 70. Confronté à des flambées de révolte dans les ghettos noirs, à une radicalisation d'une partie de la jeunesse dans la lutte contre la guerre du Vietnam, l'Etat américain estime nécessaire d'engager une campagne secrète de contre Insurrection (programme "COINTELPRO"). En plus des moyens classiques de la police contre les militants et les groupe qui osent perturber le statu quo (infiltration de mouchards, fichages, écoutes téléphoniques, contrôles et arrestations policières sous le moindre prétexte) cette campagne mit en oeuvre des moyens beaucoup plus agressifs allant jusqu'aux meurtres et aux assauts quasi-militaires contre les locaux des groupes visés. La cible principale de COINTELPRO était sans doute à l'époque le Black Panthers Party (Parti des Panthères Noires) symbole du militantisme parmi la communauté noire, qui revendiquait le recours à la violence et qui n'hésitait pas à manifester le fusil à la main.

Il a été maintenu dans l'isolement total pendant 6 ans. "Pendant 5 ans, il a été privé de livres, de journaux, photos de sa famille, radio ou télévision. Pendant 2 ans ses toilettes ont consisté en un trou souvent engagé dans le sol de la cellule laquelle mesurait 1,20m sur 2,50m. Il n'avait ni lavabo, ni oreiller, ni draps, ni miroir, ni ustensiles de toilette, ni matelas. Il dormit sur banquette de béton avec seulement une mince couverture. Au début de son incarcération, il ne pouvait jamais sortir de sa cellule et n'avait aucun contact visuel ou oral avec les autres détenus. Pendant 5 ans, il ne fut pas autorisé à sortir à l'extérieur des bâtiments. On le laissait sortir de sa cellule pendant une demi-heure, trois jours par semaine pour marcher dans un couloir sombre et froid de 6 X 9m. Pendant 6

ans, il n'a pas eu un seul repas chaud et souvent il devait refuser la nourriture à cause de sa faible valeur nutritive ou de sa préparation déplorable.(...) Pendant la majeure partie du temps qu'il a passé dans l'isolement, on lui a souvent refusé pendant plusieurs semaines de suite des vêtements propres et des douches" (1).

Voilà une description de conditions de détention qui semblerait se rapporter aux "Goulags" soviétiques où à une infâme géôle sud-africaine. Il s'agit pourtant d'une prison de la très civilisée et très démocratique Amérique, dont la justice est le plus souvent présentée ici comme libérale, voire laxiste.

Mais comme partout c'est une justice de classe. Elle sait se montrer libérale et méticuleusement procédurière pour certains délits de droit commun, surtout quand les accusés font partie des classes supérieures. Elle est parfois généreuse: les membres du commando du Ku-Klux-Klan qui tua devant des milliers de personnes 5 militants noirs d'extrême-gauche à Greeshboro en 1979 ont tous été acquittés. Mais elle est impitoyable contre ceux qui combattent -bien ou mal- le capitalisme et elle n'hésite pas à violer ses propres règles, sa propre légalité. Elle s'acharne contre GERONIMO PRATT parce qu'elle n'a pas réussi à le briser, parce qu'il refuse de se repentir, parce qu'il refuse une libération conditionnelle qu'on lui fait miroiter s'il accepte de se reconnaître coupable, s'il cesse d'aider les familles de militants du BPP dans leurs actions en justice en témoignant lors de procès intentés par celles-ci, malgré les pressions et les mauvais traitements. En mai 87 le Bureau des remises de peine refusa sa libération anticipée en raison de "sa conduite en prison" et parce que c'est un "leader dangeureux".

La justice bourgeoise a condamné PRATT à croupir en prison non pour un crime

qu'il n'a pas commis mais pour le délit bien plus grave à ses yeux d'insoumission et de rébellion contre la société d'exploitation et d'oppression. Son cas est celui de milliers d'autres de part le monde, des USA à l'URSS. Décidément Reagan ne se trompait pas en déclarant que lui aussi avait ses personnes déplaisantes, ses prisonniers.

Dans tous les pays, riches ou pauvres, démocratiques ou autoritaires, "libéraux" ou "socialistes", le capitalisme exploite, opprime, assassine et emprisonne.

Cette situation infernale ne prendra fin qu'avec la révolution et la destruction du capitalisme à l'échelle mondiale. En attendant, il est illusoire de croire à la Justice, à la Liberté, à la Démocratie, aux Droits de l'Homme pour défendre la cause des prolétaires et arracher ses victimes aux griffes du capital. Seule la lutte pour bâtir un rapport de force suffisant peut y arriver, ainsi que le démontre l'interminable détention de PRATT et les refus réitérés des autorités judiciaires de prendre en compte ses tentatives de révision de son procès. Populariser le cas de PRATT, manifester sa solidarité, démasquer le vrai visage de la justice bourgeoise peut aider à l'établissement de ce rapport de force et tout cas être une aide précieuse à la résistance tenace que GERONIMO PRATT mène en prison.

Soutenons GERONIMO PRATT et tous les prisonniers de classe du capitalisme américain !

(1) Extrait du dossier diffusé par la "Ligue Trotskyste de France" (Tendance Spartaciste). Les Spartacistes (organisation trotskyste pro-soviétique) participent aux USA, avec leurs propres orientations, aux campagnes de soutien, en mêlant solidarité avec PRATT et soutien à l'impérialisme russe ! (cf. "Le Bolchévik" de mars 1987).